

### *Les crédits*

trouver des solutions aux problèmes qui se posent en unissant leurs efforts, comme il se doit.

Au cours des deux dernières années, par exemple, on a lancé plusieurs nouvelles initiatives destinées à améliorer la gestion des ressources dans le domaine de la santé. Si vous me permettez, je voudrais vous en mentionner deux.

En 1989, le gouvernement fédéral, les provinces et les territoires ont créé un nouveau bureau de coordination des évaluations de la technologie dans le domaine de la santé et un nouveau conseil national d'information sur la santé. On a entrepris un projet sur l'assurance-qualité dans le domaine de la santé et on a commandé un document sur les questions de main-d'oeuvre dans le domaine médical et les stratégies permettant une meilleure gestion des ressources humaines. Ainsi, le gouvernement fédéral peut jouer un rôle de coordination.

Il faut se rappeler d'abord et avant tout que nous avons certaines responsabilités en tant que gouvernement fédéral, mais que les provinces ont les leurs et qu'elles doivent les assumer.

En conclusion, je tiens à préciser qu'il faut parler de l'importance que nous accordons à notre système de santé. Il y a, selon moi, quatre façons pour les Canadiens de bien montrer toute l'importance qu'ils y attachent. Premièrement, nous devons pouvoir compter sur des professionnels de la santé bien formés et dévoués qui seront épaulés par un grand nombre de bénévoles désireux de faire leur part pour assurer le bon fonctionnement du système. Je prétends que c'est déjà le cas.

Deuxièmement, il nous faut de bons établissements de santé et toute l'infrastructure voulue. Même s'il y a toujours place à l'amélioration, comparativement aux autres pays du monde, je pense que nous pouvons affirmer que nos établissements de santé sont excellents.

Troisièmement, les Canadiens eux-mêmes doivent croire dans l'importance de notre système de santé et de notre régime d'assurance-maladie. Je prétends que tous les députés sont conscients de la très haute importance que les Canadiens attachent à leur système de santé.

Il nous faut quatrièmement une solide base financière pour assurer la sécurité à long terme de notre système de santé. Les gouvernements doivent pour cela bien administrer les deniers publics, vivre selon leurs moyens, ce qui permet d'assurer la prospérité économique du pays. Il

s'agit probablement de la plus importante confirmation de la viabilité à long terme et de l'avenir de notre système de santé au Canada.

• (1730)

**M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing):** Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt le député parler et le gouvernement professer son engagement envers le régime d'assurance-santé tandis qu'il prive les provinces de ressources suffisantes pour financer leurs services médicaux.

Le député peut voir, plus près de lui, que le budget de Terre-Neuve de la semaine dernière réduisait le nombre de lits dans les hôpitaux. Le budget du Manitoba prévoit des mesures semblables, et il ne fait aucun doute que les budgets qui sont présentés aujourd'hui tiendront compte du budget fédéral du mois dernier.

Nous voyons les restrictions dans le régime de soins médicaux et dans les transferts aux provinces vite se répercuter dans des réductions au niveau provincial. Ne faisons pas comme si les mesures financières et budgétaires du gouvernement n'avaient pas d'effets négatifs sur les services de santé du pays.

Ne faisons pas comme s'il était impossible d'en prévoir les conséquences. Après trois années de réductions de la part du gouvernement, nous voyons sérieusement compromise la qualité du régime de soins de santé.

J'en viendrai à ma question dans un instant, mais il est intéressant de voir proposer une motion où il est question d'engagement envers le régime d'assurance-maladie par le Parti libéral qui, lorsqu'il était au pouvoir, a nettement, par deux fois, réduit ses paiements aux provinces à ce titre. Les gouvernements aussi bien conservateurs que libéraux ont pris des mesures pour réduire les ressources mises à la disposition des provinces pour les services de santé. Ces deux partis ne tiennent pas le même discours quand ils sont dans l'opposition.

Par le passé, quand les libéraux effectuaient des compressions, ils se faisaient reprocher par celui qui est aujourd'hui ministre des Finances de compromettre l'avenir des services de santé et de l'enseignement postsecondaire. Les rôles sont à peine inversés que les gouvernements conservateurs décrètent des réductions et que les députés de l'ancien gouvernement libéral protestent.